

AG mercredi 8 février 2023

Rapport d'orientation

L'année 2022 a clairement marqué la fin d'un monde, la Covid, la guerre en Ukraine, le retour de l'inflation, une France qui a pris goût au télétravail et remet en question ses habitudes à tous niveaux... L'ancien monde peine, il nous faut donc tracer la voie vers le « nouveau monde ».

Eliance surgit le 1er juin 2022 dans cet environnement français et mondial particulièrement incertain et pour le moins perturbé. Cette naissance marque le rapprochement d'Alice et de France Conseil Elevage et est un révélateur de ces temps de changement.

Nos gouvernants en prennent conscience peu à peu après de nombreuses années marquées par une absence de vision stratégique pour la France dans de nombreux domaines dont ceux de la souveraineté et en particulier dans le domaine alimentaire. Il ne faut plus seulement s'adapter à la conjoncture, orienter la politique au gré de courants populistes et avoir enfin une vision structurelle et structurante. S'il doit y avoir un bienfait à retirer de la covid ou de la guerre, c'est peut-être d'avoir contribué à remettre l'église au milieu du village pour certaines priorités, notamment en matière de souveraineté.

Alors, bien sûr, cela ne se fera pas en quelques semaines ni même en quelques mois. La transition agroécologique prendra du temps. Mais l'inertie inhérente à toute bascule sociétale ne doit pas être prétexte à de l'attentisme. Dans ce contexte, la création d'Eliance est à marquer d'une pierre blanche car elle consacre les changements de paradigme nécessaires dans l'élevage français et les organisations qui l'accompagnent. En créant Eliance, les membres d'Alice et France Conseil Elevage n'ont pas fait preuve d'attentisme et ont voulu à la fois se mettre en ordre de bataille pour se lancer vers le monde de demain tout en envoyant un signal fort au reste du monde de l'élevage.

L'élevage d'aujourd'hui ne sera pas l'élevage de demain, les organisations autour de l'élevage doivent s'interroger, ne pas attendre de colmater les brèches, l'adaptation ne suffira pas. Le monde de l'élevage a besoin de stratégies de rupture et non simplement de stratégies d'adaptation.

Qui sommes-nous ?

Aujourd'hui, Eliance représente et défend 120 entreprises à caractère agricole au service de 80 000 éleveurs de ruminants et porcins (sociétés, coopératives, associations ou chambres d'agriculture ayant une activité de collecte de données), entreprises de conseil en élevage, entreprises de sélection, entreprises de mise en place de semence animale, entreprises de production de semence porcine ou bien des entreprises regroupant plusieurs de ces activités.

Ces entreprises agricoles de l'Economie Sociale et Solidaire, gérées par et pour les éleveurs, sont implantées sur tout le territoire, et sont aussi des créatrices de liens sociaux et de solidarités, sans oublier l'emploi en milieu rural. Nous sommes donc particulièrement légitimes pour exercer notre influence (c'est le pilier n°1 d'Eliance) dans la construction de l'agriculture et de l'élevage de demain.

A ce titre, faire entendre nos arguments pour le Projet de Pacte de Loi d'Orientation Agricole ou encore être auditionné par le Conseil Economique Social et Environnemental pour son premier rapport sur l'élevage depuis plus de 50 ans nous paraissait indispensable. Nous prendrons place partout où nous serons légitimes pour construire et défendre l'avenir de l'élevage, et de ses activités génétique et conseil notamment.

Notre vision de l'élevage en 2040

Projetons-nous vers 2040 à l'horizon de travail qui est celui du Projet de Pacte de Loi d'Orientation Agricole pour poser notre vision de l'élevage.

Pour Eliance, l'agriculture durable ne peut se conjuguer sans l'élevage, source avérée de solutions dans la transition agroécologique et d'aménités pour la vitalité des territoires ruraux (capture de carbone par les prairies, biodiversité, fertilisation des sols, agro-tourisme...) Rappelons que la vocation cardinale de l'élevage est de nourrir la population mondiale très majoritairement omnivore, sans oublier sa contribution au patrimoine gastronomique et culturel de la France. L'accès à une alimentation saine et suffisante au plus grand nombre reste un enjeu de société.

Quelques chiffres qu'il convient de rappeler :

- L'élevage français concerne 37 % des exploitations agricoles françaises en 2020.
- La France est le 2nd producteur laitier européen et le 1^{er} producteur de viande bovine, possède également le 3^{ème} cheptel porcin (derrière l'Allemagne et l'Espagne).
- L'alimentation animale représente 46 % de la destination intérieure pour la production céréalière française (la France est le 3^{ème} producteur européen d'aliments pour animaux).
- Les emplois liés à l'élevage représentent un total de 703 000 équivalents temps plein (ETP), soit environ 882 000 personnes, soit 3,2% de l'emploi total en France (source rapport du GIS Avenir Elevages de 2020).
- La France entretient une diversité exceptionnelle de races, sans doute la plus profonde au sein de l'UE.

Nous considérons chez Eliance que la France doit préserver sa souveraineté agricole (lait/viande), rester un acteur européen majeur en Europe et conforter son rang d'exportateur. La chaîne de valeur doit aussi tendre à la juste rémunération de chaque maillon des filières et la production française de viande ne doit pas être fléchée sur le repas du dimanche, mais tendre à satisfaire la demande de produits carnés de tous les jours à des coûts acceptables pour le consommateur.

L'élevage d'avenir sur nos territoires doit bien sur tendre vers une production de qualité valorisante et rémunératrice pour les éleveurs, respectueuse des Hommes, des animaux et de l'environnement. L'élevage d'avenir relèvera les défis abyssaux de la transition agroécologique, des révolutions climatique et énergétique, sans oublier l'acceptabilité des pratiques d'élevage et de l'attractivité des métiers.

Eliance croit en l'avenir de l'élevage français, et cultive la fierté d'accompagner l'élevage de demain et les membres de son réseau par la création de valeur en phase avec la diversité des systèmes d'élevage. Pas d'agriculture durable sans élevage, contribuer à nourrir le plus grand nombre, créer de la valeur pour chaque maillon de la filière sont les éléments qui fondent notre vision. Cette vision se confronte à la situation actuelle et à des défis importants qu'il conviendra de relever.

L'impact de l'élevage et de la génétique animale - Risques et opportunités

Nous ne devons pas occulter l'impact que peuvent avoir nos activités. L'élevage et la génétique animale ont un véritable impact sociétal. Nos activités viennent se mêler à des problématiques mondiales comme l'impact sur le climat et l'environnement. Mais elles peuvent interroger aussi les populations sur des questions éthiques, de bien-être animal, de partage des ressources collectives comme l'eau mais également l'impact sur les paysages. Face au chemin qui nous attend, il importe de bien connaître les risques et opportunités qui se présentent à nous. Faisons un rapide état de ces risques et opportunités avant d'examiner les grands défis qui nous attendent pour pouvoir concrétiser notre vision.

Les principaux risques

En examinant nos activités, on constate que le secteur de la génétique est marqué par une baisse d'activité du contrôle traditionnel, une érosion continue de l'insémination animale et un désengagement des éleveurs. Un accès restreint et potentiellement coûteux aux données pose question. Nous vivons un bouleversement de l'échiquier concurrentiel avec des rapprochements qui succèdent à des fusions ou encore à des partenariats stratégiques. Des acteurs étrangers s'intéressent de plus en plus à notre marché dans un contexte mondial à très forte tension concurrentielle sur la fourniture de dose. Les modèles existants s'essouffent peu à peu, l'Etat se désengage progressivement. Les chantiers ouverts sont nombreux : réforme de nos systèmes d'information, réforme nécessaire du dispositif génétique français, et autres encore...

Nous sommes aussi confrontés à un risque sociétal ; nous ne pouvons travailler seuls à l'abri des regards, sans se préoccuper de l'acceptabilité sociétale de nos pratiques, au risque d'une rupture franche avec les citoyens. La vision d'un animal qui serait perçu comme une machine que l'on peut customiser à loisir, le bienfondé de s'arroger le droit de modifier les animaux par les biotechnologies de la reproduction, l'approche eugénique dans le diagnostic préimplantatoire de l'embryon, des conséquences long terme difficiles à mesurer sur certaines manipulations, l'attention portée au bien-être animal, tous ces sujets éthiques sont à manier avec précaution face à une société prompte à s'enflammer sur des thèmes qu'elle ne maîtrise pas toujours bien.

Les opportunités

Notre monde du conseil et de la génétique animale est aussi fait d'opportunités qu'il convient de saisir et exploiter. Les progrès réalisés depuis des années offrent de meilleures capacités d'accompagnement des éleveurs dans leur grande diversité. Nous disposons aujourd'hui d'une génétique renouvelée, toujours mieux adaptée aux contextes locaux avec des animaux plus robustes et résilients, en meilleure santé, dans un cadre environnemental et de bien-être animal mieux pris en compte.

De nouveaux services créateurs de valeurs se développent permettant une réduction de l'empreinte environnementale, l'adaptation en temps réel de la gestion du troupeau ou encore de développer la prévention de troubles.

Nous avons l'opportunité de relever le défi du changement climatique et de la transition agro écologique. Mais il faut changer pour rendre possible ce qui paraît impossible. Albert Einstein a dit : « On ne résout pas les problèmes avec les modes qui les ont engendrés ». Dit autrement, il faut changer notre prisme sur les fonctionnements de notre secteur, avoir de l'ambition pour répondre aux enjeux.

Nous allons pouvoir combiner demain génomique, épigénétique, élevage de précision. Le projet PEPITE en cours d'étude de développement chez Eliance vise à envisager toutes les opportunités qui s'offre à nous, autour de l'épigénétique notamment, mais pas seulement.

La capacité d'Eliance à fédérer son réseau autour d'enjeux qui doivent dépasser les intérêts de chapelles individuelles pour se projeter ensemble vers l'avenir sera déterminante. Notre unité, notre vision devront nous permettre d'influer sur le cours des événements, sur les décisions à prendre dans des domaines comme l'exploitation des données, l'évolutivité et l'interopérabilité des systèmes d'information ou encore la réflexion sur une structuration plus efficiente de nos organisations économiques et techniques.

Les grands défis de l'élevage des ruminants pour 2040

Après notre vision et ce bilan rapide de la situation actuelle, je vous propose d'examiner les grands défis auxquels l'élevage de ruminants va être confronté à l'horizon 2040.

Le premier défi se situe dans notre lien avec la société. Nous ne pouvons pas travailler seul dans notre coin, il faut bâtir un « nouveau pacte » avec la société civile pour être acteur du changement (ne pas subir et retisser du lien), défendre et valoriser l'image des agriculteurs dans un dialogue ouvert aux parties prenantes. A cet égard, il faudra poursuivre les démarches visant à faire évoluer certaines pratiques d'élevage (One Welfare) par notamment des référentiels de bonnes pratiques. Cela permettra aussi d'avoir plus d'arguments pour lutter contre le bashing anti-viande qui pèse sur nos activités.

Le deuxième défi se situe dans la volonté de souveraineté alimentaire de la France. Il faut soutenir le redressement de la Ferme France et notamment son élevage dont le potentiel productif décline (elle est passée de 2^{ème} à 5^{ème} exportateur mondial en 20 ans). Nous devons plus spécifiquement assurer notre souveraineté en production lait/viande sans oublier celle de la génétique sur des marchés à forte intensité concurrentielle mondiale. Nous entendons préserver l'accessibilité au progrès génétique et au conseil à tous les éleveurs par notamment le Service Universel de l'insémination animale qui sera étendu en 2025 à d'autres activités (SIEG).

Le troisième défi réside dans l'amélioration constante des services qui peuvent être apportés aux éleveurs en leur permettant de conserver la maîtrise de leurs exploitations grâce à une offre technico-économique et génétique adaptée à la diversité des systèmes d'élevage. Nous voulons valoriser la génétique et le conseil en élevage comme leviers de performances multifactorielles et favoriser un conseil individualisé aux éleveurs.

Le quatrième défi réside dans la capacité à faire évoluer nos organisations collectives vers toujours plus d'efficacité et de création de valeurs (l'évolution du DGF en constitue un exemple aujourd'hui, il sera d'ailleurs au cœur de notre premier comité de prospective et d'orientation stratégique d'Eliance). Le mille-feuille génétique français contribue au déclassement rampant de la génétique française. Conserver une mutualisation raciale des outils de création génétique et de préservation de la diversité génétique, sans affecter la compétition internationale dans les grandes races bovines et investir collectivement dans l'innovation et la recherche au service des éleveurs notamment par la création de nouvelles technologies disruptives, sont par ailleurs des éléments capitaux de notre ambition future.

Le dernier défi est beaucoup plus centré autour de l'humain. Nous devons contribuer au défi majeur et prioritaire du renouvellement des générations et de l'attractivité de nos métiers et relever le défi de la formation des éleveurs et salariés tout au long de la vie professionnelle.

Des verrous à lever

Il faut être conscient que relever tous ces défis ne sera pas chose aisée et qu'il existe de nombreux verrous à lever, certains généraux vis-à-vis de l'agriculture et d'autres plus spécifiques à l'élevage des ruminants.

Le verrou de l'Etat

Depuis de nombreuses années, nous ne pouvons que déplorer de la part de nos gouvernants la carence de vision et d'ambitions pour la ferme France. Nous avons sollicité le Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire pour qu'il s'exprime sur cette vision et ce que nous pouvons espérer du PLOA à cet égard. Nous souhaitons vraiment qu'il n'accouche pas d'une souris.

Le grand verrou à lever est la position (ou l'absence de position et d'action selon les cas) de l'Etat qui devra jouer pleinement son rôle et prendre ses responsabilités. Il existe un véritable besoin de vision globale car l'agriculture est aussi impactée par la dévitalisation des territoires ruraux qui la ronge. L'Etat doit aussi jouer son rôle de régulateur et protecteur dans les accords de libre-échange, dans le processus de contrôle des normes de qualité des produits importés, source de concurrence déloyale (des produits interdits en France y entrent), en généralisant et contrôlant l'application des clauses dites « miroirs ». Il devra enfin concrétiser en actes les paroles du président Macron pour ce qui est de l'addiction normative française et sa propension à vouloir laver plus blanc que blanc.

L'Etat doit également maintenir l'aide économique de la PAC vers l'élevage qui subit un abrasement constant au fil des réformes et poursuivre les actions entamées avec Egalim face à la concentration des acteurs de la grande distribution imposant la loi du plus fort (l'agriculteur restant encore la variable d'ajustement des prix).

Enfin, des solutions devront être trouvées pour former les éleveurs tout le long de leur carrière (en identifiant les moyens humains et financiers qui permettront d'y arriver).

Les verrous spécifiques à l'élevage de ruminants

Nous venons de voir ce qu'il faut attendre de l'Etat en termes de progrès pour l'agriculture en général. Pour l'élevage de ruminants, plus spécifiquement, les verrous à lever sont nombreux. Il existe un climat politico-médiatique délétère du modèle d'élevage français pourtant l'un des plus vertueux du monde, en critiquant par exemple la taille moyenne de nos exploitations, pourtant très inférieure à celles de nos concurrents, sur fond de controverse sur le concept d'élevages dits « intensifs » ou encore sur le caractère familial ou non que devrait avoir une ferme. On ne peut que déplorer par ailleurs la faiblesse de l'arsenal juridique pour lutter contre l'agri-bashing (exemple des intrusions en exploitation). La controverse sur l'usage des biotechnologies animales (clonage, gene editing, etc.), ralentit nos progrès et peut être source de potentielles délocalisations d'acteurs économiques.

Ce climat pèse naturellement sur l'attractivité des métiers qui est aussi victimes de revenus volatiles, de crises sanitaires, de contraintes physiques et mentales. On ne peut que regretter l'absence de politique volontariste collective pour une communication proactive sur les métiers d'éleveurs (chaque acteur joue en solo sa participation).

L'Etat a aussi des verrous à lever dans les moyens qu'il nous consacre,

- que ce soit au niveau des aides avec le saupoudrage des aides publiques, voire professionnelles, sans étude d'impact à moyen et long termes sur le retour sur investissement (trop d'aides au fonctionnement) ;
- ou l'absence d'une politique publique volontariste de massification du génotypage des animaux pour améliorer la production, la santé et le bien-être animal ;
- ou encore le manque de culture et de moyens de l'Etat pour encourager et faciliter les exportations en reproducteurs et produits germinaux.

Certains verrous nous concernent plus directement comme l'inertie et la lourdeur du Dispositif Génétique Français contribuant à la dégradation de notre rang sur le marché mondial de la génétique notamment laitière. L'atomisation des acteurs au service des éleveurs : peu ou pas d'offre de service à 360° dans une approche globale de l'atelier laitier ou viande, pose question sur des marchés en constante érosion sur fond de décapitalisation des cheptels.

Certaines positions doivent être travaillées pour pouvoir se projeter : la propension à la bunkérisation des données agricoles entravant l'innovation notamment en OAD, la totémisation de la race pure en France, au détriment du croisement largement répandu dans d'autres pays de l'UE entre autres. Le fait politique primant parfois sur le raisonnement économique handicape parfois aussi la stratégie de nos entreprises.

Vous l'entendez, les verrous à lever sont nombreux pour réussir les défis qui nous attendent.

En conclusion, Eliance va mener son action au service de la vision énoncée : pas d'agriculture durable sans élevage, contribuer à nourrir le plus grand nombre et créer de la valeur pour chaque maillon de la filière sont les éléments qui fondent notre vision. Elle s'appuiera pour cela sur les quatre piliers d'Eliance : Influence, Innovation, Efficacité et Attractivité qui sont les marqueurs des stratégies et actions qui seront déployées au service de ses sociétaires et au bénéfice final des éleveurs.

La nouvelle organisation mise en place au sein d'Eliance a été conçue pour atteindre ces objectifs dans une dynamique générale de création de valeurs. Le travail ne pourra se faire seulement chez Eliance, nous avons cité les nombreux défis et verrous auxquels nous devons faire face mais nous aspirons à ce qu'Eliance impulse cette dynamique de changements, pousse cette volonté de mener des projets disruptifs et soit aussi un grand lieu d'échanges et de partages pour ses sociétaires afin que nous pesions de tout notre poids par des positions affirmées collectivement.

C'est la vision et le projet que nous vous proposons de porter.

A l'occasion de cette assemblée générale, je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs engagés dans la réussite de nos travaux de ce jour, et bien sûr tout au long de l'année, engagés pour toujours apporter le meilleur service aux sociétaires.

Merci au membres du conseil de notre fédération et tout particulièrement aux membres du bureau pour leur disponibilité. Merci à Bernard Malabirade pour le partage des tâches et des missions en tant que 1^{er} vice-président.

Dominique Davy
Président d'Eliance